

Je crois qu'il y a une leçon à tirer de cela. Les Canadiens d'aujourd'hui veulent, eux aussi, quelque chose de concret, et pas seulement des promesses alléchantes. Cela me rappelle l'histoire de la jeune fille qui vantait les mérites de son fiancé en disant à son amie: «Il mettrait la terre entière à mes pieds». L'amie a répondu: «J'aime mieux avoir un toit sur la tête». Je crois que c'est aussi l'avis des prestataires de la pension de vieillesse. Bien qu'il nous en ait coûté pour atteindre même cette nouvelle somme—et nous visons toujours les \$150—les prestataires de la pension de vieillesse devraient jeter un regard en arrière, et se rappeler que c'est à nous qu'ils doivent l'origine de la pension de vieillesse. C'est nous qui depuis toujours nous battons contre les gouvernements successifs pour obtenir des augmentations, et si les pensionnés reçoivent un jour \$150, ce sera grâce à nous.

• (1510)

Assez d'histoire. Revenons-en à notre époque. Chaque fois que ce problème est soulevé, nous entendons des personnes âgées demander d'où nous allons tirer les fonds. A notre avis, il y a une multitude de sources de financement que l'on pourrait exploiter. Par exemple, que dire des fameux dégrèvements d'impôt pour les sociétés qui vont bientôt être proposés à la Chambre? Je pense qu'au lieu de proposer cette mesure, on devrait accorder au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social un droit de préemption sur ces revenus fiscaux, car il pourrait en faire bon usage.

Bien entendu, nous devrions prendre des dispositions pour certains autres groupes de notre pays. Il est tout simplement ridicule de s'attendre à ce que deux personnes âgées passent leur vieillesse en vivant avec une seule pension. Et pourtant il existe des milliers et des milliers de cas où la femme n'a pas droit à la pension de vieillesse en raison de son âge et où elle doit essayer—misérablement—de s'en sortir en vivant à deux de la pension de son mari. Si, comme le dit le député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner), notre civilisation s'évalue en fonction de la façon dont nous traitons nos semblables, eh bien, à mon avis, notre civilisation est encore très précaire étant donné le genre de souffrances que nous imposons à ces personnes âgées en les faisant vivre d'une seule pension.

L'une des mesures à proposer très prochainement à la Chambre devrait être un projet de loi visant à donner droit à la pension aux femmes de pensionnés âgés qui ne travaillent pas. Après tout, elles doivent s'occuper de leur maison et de leur mari âgé; elles devraient donc avoir des moyens de subsistance. Nous devrions également envisager d'abaisser la limite d'âge de 65 à 60 ans, tout comme on l'a abaissée de 70 à 65 ans. Pourquoi cela est-il impossible? Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déclaré hier qu'il y a peut-être quelques travailleurs peu rémunérés qui aimeraient prendre leur retraite à l'âge de 60 ans. Permettez-moi de lui dire qu'il y a dans notre pays énormément de personnes malades, faibles ou handicapées à 60 ans et qui n'ont aucun moyen de subsistance jusqu'à ce qu'elles atteignent l'âge de 65 ans. Nous devrions trouver des fonds pour nous permettre de nous occuper des handicapés, des invalides partiels et des malades.

Ne vous y trompez pas monsieur l'Orateur: si nous ne nous occupons de ces personnes en leur accordant une pension décente, nous devrions nous en occuper en dépensant des fonds supplémentaires pour les hôpitaux, les institutions psychiatriques et les lamentables maisons de repos où un grand nombre d'entre elles sont condamnées

Sécurité de la vieillesse

à vivre. Il nous faudra donc payer quoi qu'il arrive pour des personnes ruinées, invalides et misérables auxquelles nous aurions pu permettre de connaître une vieillesse heureuse et efficace. Il est vrai que nous pouvons nous apitoyer sur le sort des mères et des pères qui deviennent parents uniques et seuls soutiens de leurs enfants. Mais il ne sert à rien de seulement s'apitoyer sur leurs malheurs; il faut faire quelque chose pour les en soulager. Il faut les aider à se débrouiller et à élever les futurs citoyens en leur fournissant les pensions ou allocations nécessaires.

Il me semble que nous examinons ce problème, comme si nous regardions sombrer un navire en disant qu'il y a juste assez de chaloupes de sauvetage pour un certain nombre de personnes et que les autres devront être abandonnées à leur sort. Nous sommes en train de décider si nous allons sauver un seul parent ou les jeter par-dessus bord ou encore si nous devrions sauver l'épouse d'un pensionné ou le seul bénéficiaire d'une pension de vieillesse étant donné que les deux ne peuvent vivre avec une seule pension. Je pense qu'il ne faut accepter rien moins qu'une politique qui viserait le bien-être de toutes ces personnes.

Qu'il est ridicule d'entretenir des bases militaires dans le monde où nous vivons aujourd'hui. A quoi servent tous les attirails militaires que nous avons? Ils ne seront d'aucune utilité dans ce monde ou dans l'autre. C'est une pure perte de temps et d'argent que de consacrer nos talents, nos énergies et nos ressources humaines à de pareilles activités. C'est là une autre question sur laquelle je pourrais m'étendre plus longuement.

Nous pouvons sûrement accorder des pensions convenables à nos personnes âgées. Permettez-moi de signaler que l'argument auquel on a eu recours aujourd'hui est exactement celui qu'on invoquait en 1926 avant l'adoption de la loi de 1927 sur le pensions de la vieillesse. Nos vieux messieurs du Sénat, plus que tous, pleuraient sur le devoir sacré des enfants de prendre soin de leurs vieux parents et affirmaient que, pour rien au monde, il ne fallait soustraire les jeunes à ce devoir en assurant une pension à leurs parents. On verse encore les mêmes vieilles larmes de crocodile quand il est question d'augmenter les sommes consacrées aux personnes nécessiteuses de notre monde d'aujourd'hui.

Une augmentation des pensions entraînerait un certain nombre d'avantages insoupçonnés. Elle serait, par exemple, un grand stimulant pour notre économie. Ceux qui touchent des pensions et des allocations doivent ordinairement les dépenser sur-le-champ. Ce sont des gens qui manquent beaucoup de nourriture, de vêtements, de logement et de commodités de la vie. En dépensant leur pension, ils aggrandiraient le marché des produits de ferme et d'usine et prendraient part à diverses formes d'activités qui manquent beaucoup aujourd'hui. On pourrait peut-être même faire quelque chose dans le coin du pays où il y a beaucoup d'eau lourde ou dans ma région de grands arbres et d'océan. Une telle pension fournirait aux gens les services dont ils ont besoin.

Si on libérait les malades, les infirmes et les vieux d'emplois qu'ils ne peuvent remplir de façon compétente et dont ils s'acquittent avec beaucoup de peine, de douleur et de souffrance, nous offririons de meilleures chances d'emploi aux jeunes. Je suis persuadée que nous pourrions aussi offrir les services communautaires nécessaires qui sont assurés par des bénévoles. Quand j'entends mes amis à ma droite condamner le programme Nouveaux Horizons comme un gaspillage d'argent, j'aimerais que